



Wallonie



Service public  
de Wallonie

DG04

DIRECTION EXTERIEURE  
HAINAUT II

Rue de l'Ecluse 22  
B-6000 CHARLEROI  
Tél. : 071 65 48 80  
Fax : 071 65 49 77

Votre contact :  
Valérie PECRIAUX - 071/65.49.89  
valerie.pecriaux@spw.wallonie.be

REÇU LE 17 JUIN 2016

BRUSSELS SOUTH CHARLEROI  
AIRPORT  
rue des Frères Wright 8  
6041 GOSSELIES

Charleroi, le

16 JUIN 2016

Nos réf : F0414/52011/UCP3/2016/40//407772

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

**OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué**

Projet : Construction d'une nouvelle sous-station électrique de balisage - cabine  
C5bis., Rue des Fusillés 1 à 6041 GOSSELIES

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,

  
Raphaël STOKIS  
Directeur

Agent traitant: Héloïse PIROT, Attachée  
Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée  
Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE

DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE  
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 21 11 • Fax : 081 33 21 10





Service public de Wallonie

**DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE**  
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE  
Direction extérieure de CHARLEROI

**ANNEXE 12 - FORMULAIRE G**

**Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique**

**Décision d'octroi du permis d'urbanisme**

Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2016/40//407772

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vigueur;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétale et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1<sup>er</sup> du Code du droit de l'environnement ;

Considérant que BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis Rue des Fusillés 1 à 6041 GOSSELIES, cadastré GOSSELIES: C\*210 c2 ayant pour objet : Construction d'une nouvelle sous-station électrique de balisage - cabine C5bis ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 21/03/2016 ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone non affectée (zone blanche) ( Arrêté royal du 10/09/1979) ;

Considérant que le bien se situe dans une Zone vulnérable basée sur une courbe provisoire de risque et sur une distance de 200m autour du site SEVESO ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit A' de 70 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement , l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large.

sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à CHARLEROI, sollicité en date du 14/04/2016 est réputé favorable ;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 14/04/2016 et transmis en date du 25/05/2016 est favorable conditionnel libellé comme suit :

*« Pour toute utilisation de grue ou d'appareil de levage plus haut que le bâtiment, une demande doit être envoyée dans un délai de 2 mois avant le début des travaux au service Urbanisme de Belgocontrol Tervusesteenweg 303 à 1820 STEENOKKERZEEL ) »*

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 14/04/2016 et transmis en date du 12/05/2016 est favorable conditionnel libellé comme suit :

*"Si une grue est érigée lors du chantier, veuillez prendre contact avec l'Inspection aéroportuaire (071/251 212) au moins une semaine à l'avance vu la proximité de l'aéroport. Lors de cette entrevue, vous devrez fournir les caractéristiques de la grue utilisée (type, hauteur, ...), la durée du chantier, le positionnement de la grue et la date du montage"*

Considérant que le projet consiste en la construction d'une nouvelle sous-station électrique de balisage – C5bis, plus précisément par la construction d'un local technique électrique à toiture plate d'une superficie totale de 97 m<sup>2</sup>, présentant une longueur de 6.40 m, une profondeur de 15 m, une hauteur de 3.80 m ; que les matériaux utilisés sont : un bardage en panneaux de fibro-ciment de teinte gris claire, un couvre mur métallique de teinte gris moyen, une porte métallique de teinte bleue foncée ; qu'en façade Sud-Est, les nouveaux accès seront protégés par un auvent pare-pluie terminé par un chéneau extérieur reprenant l'ensemble de la toiture ;

Considérant que l'article 21 du Code précité stipule à propos du plan de secteur, quant à la zone sans affectation, *«Sauf pour les domaines des infrastructures ferroviaires ou aéroportuaires et des ports autonomes qu'il n'affecte pas, après avis de la commission régionale, le Gouvernement désigne les secteurs d'aménagement qui font l'objet d'un plan»* ;

Considérant que le projet se situe en zone sans affectation, zone blanche; que selon le prescrit de l'article 127 §1, 4° du C.W.A.T.U.P., c'est le fonctionnaire délégué l'autorité compétente ; que cette zone n'est pas affectée ; que le projet est dès lors examiné sur base du contexte ; que dans ce cas, il ne compromet pas le caractère urbanistique et architectural du lieu ; que le projet vise à agrandir le cabine C5 existante par la construction d'une nouvelle cabine, implantée juste à côté de l'existante afin qu'elles communiquent entre elles, sur le site de l'Aéroport de Charleroi Bruxelles-Sud ; que le projet respecte le bon aménagement des lieux , qu'il s'intègre et forme un ensemble homogène avec le bâtiments existant, de part les matériaux utilisés et les proportions identiques ; que moyennant le respect des conditions de BELGO CONTROL et de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, le projet peut être autorisé ;

Au vu de ce qui précède,

## DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : Le permis d'urbanisme sollicité par BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA est octroyé.

**Le titulaire du permis devra :**

- Respecter les conditions de BELGO CONTROL reprises ci-dessus ;
- Respecter les conditions de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport ;
- Pour le surplus exécuter les travaux conformément aux plans joints à la demande de permis ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A CHARLEROI, le  
Le fonctionnaire délégué 16 JUIN 2016

  
Raphaël STOKIS  
Directeur

Responsable de service : Aurélie HOCHART, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

## **Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie**

### **1) VOIES DE RECOURS**

**Art. 127. § 6.** Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

### **2) AFFICHAGE DU PERMIS**

**Art. 134.** Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

### **3) PEREMPTION DU PERMIS**

**Art. 86. § 1<sup>er</sup>.** Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

**§2.** Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

### **4) PROROGATION DU PERMIS**

**Art. 86. §3.** A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1<sup>er</sup>.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

### **5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX**

**Art. 139.** Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté

### **6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX**

**Art. 137.** Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.